



UNION DÉPARTEMENTALE DES
SYNDICATS CGT D'INDRE ET LOIRE
18, rue de l'Oiselet
37550 SAINT-AVERTIN
Téléphone : 02 47 38 53 81
ud37@cgt.fr
www.ud37.cgt.fr

Numéro 274 – 15 OCTOBRE 2018

Édité par l'Union Départementale des
Syndicats CGT d'Indre-et-Loire
18, rue de l'Oiselet - 37550 SAINT-AVERTIN
Directeur de publication : Stéphane DEPLOBIN
PRIX : 1,52€ - ISSN 0296-3159

LE BULLETIN DU MILITANT INDRE & LOIRE

Comité Général de l'Union Départementale des Syndicats CGT d'Indre-et-Loire

6 NOVEMBRE 2018

Salle de conférence – Maison des syndicats – Saint-Avertin

**Une CGT de proximité, pour être plus
nombreux dans les luttes**

Editorial

Stéphane DEPLOBIN

Notre comité général va se dérouler dans un contexte national et international d'une grande complexité où, à la fois des forces réactionnaires prolifèrent, mais où, également des forces progressistes trouvent de plus en plus d'échos.

En France, les luttes pour le progrès social sont importantes et des succès sont engrangés. Cependant il est nécessaire d'arriver à fédérer toutes ces luttes existantes et en développer d'autres, notamment à partir des revendications dans les entreprises, afin de

vraiment mettre un coup d'arrêt aux politiques libérales et antisociales de Macron, le pantin du MEDEF.

Dans ce contexte notre comité général doit faire le point d'étape nécessaire entre deux congrès.

Le thème retenu nous invite à réfléchir sur notre organisation pour la rendre plus efficace.

La proximité avec les salariés et retraités dans les territoires est un élément pour faire grandir le rapport de force. De ce point de vue nous notons avec satisfaction la redynamisation des unions locales de Tours et d'Amboise. Un autre élément du rapport de force est bien entendu le nombre de syndiqués et le nombre de syndicats que nous pouvons créer.

Notre comité général devra donc débattre de ces questions pour marquer de nouvelles avancées, pour une CGT de proximité, pour être plus nombreux dans les luttes.

Déroulement du Comité Général	
8H30 – 9H00	• Accueil des participants
9H00	• Ouverture du Comité Général
	• Rapport du Secrétaire Général
9H30	• Débat sur l'actualité revendicative
10H45	• Pause
11H00	• Débat sur les collectifs de travail
12H15	• Apéro – Repas au « Faisan »
14H00	• Débat sur l'activité territoriale et locale
16H30	• Clôture du Comité Général par le Secrétaire Général

Collectif vie syndicale

Le collectif s'est réuni à plusieurs reprises depuis le 56^{ème} congrès. Il a travaillé à l'état de lieux des forces organisées sur le département et plus précisément sur les localités.

Comme le congrès nous y invitait, il nous est nécessaire de repenser l'implantation de nos Unions Locales. C'est pourquoi le collectif propose un nouveau découpage du territoire en tenant compte des syndicats et syndiqués présents dans les localités et les bassins d'emplois.

Il est proposé 8 unions locales : Tours, St-Pierre des Corps, Joué les Tours, Amboise, Chinon, Loches, Langeais, Val de l'Indre.

Les unions locales de Château-Renault et Descartes disparaissent et intègrent d'autres territoires.



- Union locale d'Amboise
- Union locale de Langeais
- Union locale de Chinon
- Union locale de Loches
- Union locale du Val de l'Indre
- Union locale de Joué les Tours
- Union locale de Tours
- Union locale de St-Pierre des Corps

Le collectif a pris en charge la relance de l'activité de l'union locale de Tours. Il a ainsi pu organiser un congrès le 19 juin 2018. Une commission exécutive a été élue ainsi qu'un bureau et un secrétaire général. L'activité redémarre et plusieurs réunions de CE ont eu lieu ainsi que différentes initiatives de déploiement.

L'union locale d'Amboise a également relancé son activité avec des réunions régulières, des initiatives de déploiement, avec la lutte contre la fermeture du centre de périnatalité d'Amboise, l'accueil de nouveaux syndiqués.

Le travail doit se poursuivre sur les autres unions locales pour développer leur activité.

Dans le même temps, des initiatives de déploiement se sont tenues. De même, plusieurs actions se sont déroulées envers les privés d'emploi dont la dernière du 25 septembre avec la présence de camarades du comité national des travailleurs privés d'emploi et précaires (CNTPEP). Un tract de syndicalisation a été rédigé pour être mis à disposition de toute la CGT du département.

Sur le point d'état de syndicalisation, nous subissons une baisse de notre nombre d'adhérents, -240 syndiqués entre 2014 et 2016. Un effort conséquent doit être entrepris pour cesser l'érosion de nos forces et être en position de renforcement.

Globalement, la feuille de route donnée pour la CE de l'UD est respectée. Il reste à mettre en œuvre :

- La réduction des exercices et les rapprocher de 14 mois
- La généralisation de la cotisation à 1%
- L'implication des membres de la CE de l'UD à contacter les syndicats afin de les rencontrer et de faire le point sur leur qualité de vie syndicale.

Collectif formation syndicale

Se former, c'est acquérir des connaissances et un partage d'expérience pour être acteur tout au long de sa vie de syndiqué et dans les mandats qui nous sont confiés.

Le Comité Général est l'occasion de faire un point d'étape sur la formation : ses contenus, le niveau de participation, l'équipe de formateurs et le fonctionnement du collectif formation de l'UD.



Le point en quelques chiffres

En 2016, nous avons organisé 16 stages et journées d'étude et accueilli 232 stagiaires.

En 2017, nous avons organisé 19 stages et journées d'étude et accueilli 331 stagiaires.

En 2018, à la fin juin, 11 formations ont déjà été réalisées avec 207 syndiqués

Le bilan chiffré de la formation syndicale sur notre Union Départementale est très positif. Il est le fruit d'une implication et d'une mobilisation sans relâche des membres du collectif. Nous pouvons aussi mesurer, au travers des bilans de stage, le niveau de satisfaction des stagiaires. Les bilans servent également à enrichir le pôle formation confédéral des remarques et ainsi faire évoluer les contenus de nos formations.

Les contenus

Les lois promulguées ces derniers mois viennent impacter directement le contenu de nos formations, surtout celles qui modifient en profondeur les moyens et prérogatives des IRP avec la mise en place du CSE.

Les formations CHSCT, CE-ECO, DP..., pour outiller le syndiqué pour son mandat, vont devoir être réécrites et adaptées.

La confédération a repensé le parcours de formation syndicale générale dès 2019.

Un module intitulé « **découverte de la CGT** » a été créé et est d'ores et déjà disponible. Ce module d'une heure peut être utilisé en présence physique des stagiaires ou à distance. Il n'a pas de caractère obligatoire et s'adresse aussi aux non syndiqués.

Il doit être un outil de syndicalisation et de déploiement.

Depuis le 55ème congrès de l'Union Départementale d'octobre 2013, nous avons acté l'importance d'accueillir les nouveaux syndiqués dans la CGT, afin que chacun d'entre eux trouve sa place dans l'organisation, pour le renouvellement des militants et pour être plus nombreux et armés pour agir.

La « Formation Accueil des Nouveaux Syndiqués » (FANS) fait peau neuve et devient la formation « **s'impliquer** » d'une durée d'une journée.

Le congrès a décidé que chaque syndicat organise les formations pour les nouveaux syndiqués, en se faisant aider des UL si besoin.

Le collectif formation réaffirme sa disponibilité pour l'organisation et l'animation des stages d'accueil dans les syndicats ou localités. Nous invitons les syndicats qui le souhaitent à interpeller le collectif pour les soutenir dans l'organisation de cette formation dans ou hors de leurs entreprises respectives.

Les formations syndicales générales (FSG) « Niveau 1 » et « Niveau 2 » vont également être réécrites dans le courant de l'année 2019.

Elles s'appelleront dorénavant « Participer » et « Développer »

Le stage « **Participer** » sera découpé en 3 modules de 3, 2 et 3 jours. Soit 8 jours au total.

La réussite de ces stages conditionne la réussite du plan de formation de l'UD, tant dans la formation syndicale générale que dans les stages spécifiques aux mandats, puisque le stage Niveau 1 est un prérequis aux autres stages.

« Développer » sera toujours sur 2 fois 5 jours.
Les thèmes sont également revus pour gagner la bataille des idées.

Enfin, création d'un « Niveau 3 » confédéral en 2020 de 12 jours, découpé en 5 modules de 4 jours, puis 4 fois 2 jours avec des temps de travaux inter-modules de 2 mois entre chaque session.

L'équipe de formateurs et le collectif formation

Beaucoup de chemin reste à parcourir dans le domaine, d'autant que de réelles possibilités de réussite existent quand les syndicats le décident.

Depuis le congrès, le collectif formation fonctionne et se réunit régulièrement. Cela se traduit par la réalisation d'un plan de formation annuel ambitieux.

Nous avons, depuis 2 ans, tenu 2 sessions de formation de formateurs à la suite desquelles nous avons intégré les stagiaires au collectif. C'est un élément essentiel pour l'avenir du collectif et de la formation au sein de l'UD.

Plus les formateurs seront nombreux, moins la sollicitation sera grande.

Nous pensons qu'il faudrait maintenant franchir une étape supplémentaire afin de passer d'un plan de formation de l'UD à un plan de formation des syndicats du département.

La formation syndicale est avant tout un outil au service de la mise en œuvre de notre démarche revendicative, mais aussi de la qualité de vie syndicale indispensable pour se mettre en capacité de faire face aux enjeux qui nous sont posés.

Collectif transports

Depuis notre dernier congrès, le collectif transport peine à se réunir, car trop peu de syndicats s'investissent dans ce processus revendicatif. De ce fait, les enjeux liés à l'équilibre du territoire ne sont pas à la hauteur de ce qu'ils devraient être alors même que les sujets sont très nombreux. La création de la deuxième ligne de tramway en est un exemple.

Néanmoins, le collectif s'est réuni pour élaborer un plan de travail pour la défense de l'étoile ferroviaire de Tours, avec l'urgence du sauvetage de la ligne Tours Loches, car cette ligne est menacée d'un abaissement de vitesse en fin d'année 2018 et suivi de sa fermeture fin 2020, à défaut de travaux. La ligne de Chinon, elle, est menacée d'un allongement de temps de parcours de 19 min en 2020 puis accompagnée d'une fermeture d'ici 2025.



Les conséquences de la fermeture de ces lignes qu'il y aurait pour le département sont considérables d'un point de vu voyageur, mais aussi d'un point de vu marchandises, puisque des trains de céréales en partance de Reignac y circulent avec un trafic à hauteur de 300 000 tonnes, ce qui représente 7500 camions à l'année. Ces camions, en plus, circuleraient sur la RD943 qui est, au passage, la route la plus accidentogène du département.



Rappelons que les transports représentent 29% des gaz à effet de serre, 61% de l'oxyde d'azote et de 32% des particules fines. Avec une part liée au mode routier qui représente 95% des émissions, lutter efficacement, rapidement et durablement contre la pollution de l'air passe donc par des politiques publiques qui défendent le mode ferroviaire.

Collectif services publics



Depuis notre dernier congrès, le collectif services publics de l'UD 37 s'est régulièrement réuni. Les échanges et les travaux ont souvent été bousculés par les agendas de luttes, loi El Khomri, loi Travail et plus récemment les ordonnances Macron. Au cœur des attaques régulières, le service public défendu par la CGT a toute sa place dans les débats des structures et organisations départementales. Quels syndiqués, quels salariés se satisfont de services de santé dégradés, de transports collectifs dérégulés, du manque d'infos sur la fiscalité, de routes dégradées, de guichets de gare, de Poste, de trésorerie

qui disparaissent. Au cœur de l'affrontement capital / travail, le soi-disant coût du service public sert d'argument aux financiers pour récupérer la manne et multiplier les dividendes dans les mains des capitalistes. Qui peut encore croire que l'actionariat a à cœur de satisfaire les besoins de tous, usagers, citoyens en tout point du territoire pour un prix acceptable ? C'est dans ce sens que le collectif participe à la diffusion des arguments pour construire nos revendications pour un service public du XXIe siècle. Dans le cadre de la campagne « pas d'industrie sans services publics, pas de services publics sans industries », le collectif service public de l'UD 37 a proposé et organisé le déploiement des militants sur le centre de TOURS le 10 avril 2017. Une distribution de tracts à la rencontre des Tourangeaux a été faite devant les services des impôts, la Gare et La Poste d'Indre-et-Loire. Afin de donner les outils et les éléments de compréhension à destination des structures, des syndiqués et des salariés, le collectif services publics travaille à produire des documents, tracts et flyers utiles et abordables pour tous.



Pour un comité général riche en débat et constructif, pour un renforcement de notre CGT, inscrivez-vous

Tous ensemble pour des luttes victorieuses !



*Les fiches d'inscription que vous avez reçues sont à retourner avant le **30 octobre 2018**, avec la confirmation des repas*